

Parcours solidaires



Louise Dionne

Membre du Centre justice et foi
et du Comité d'action contre le trafic
humain interne et international
(CATHII).

Plusieurs femmes éprouvent quotidiennement des humiliations et des atteintes à leur dignité parce qu'elles vivent en situation de pauvreté. Elles subissent des inégalités issues du sexisme et du capitalisme. Ces discriminations sont encore plus lourdes lorsqu'elles s'accompagnent de situations liées à des problèmes de santé mentale, à la violence, au racisme ou à la ségrégation.

LA PAUVRETÉ IMPOSÉE AUX FEMMES

Toutes sources confondues, le revenu moyen des femmes correspond à 70 % de celui des hommes. En 2000, la proportion de femmes ayant un revenu inférieur au seuil de faible revenu était de 20 %, soit une femme sur cinq, alors qu'il n'est que de 11 % pour les hommes.

Les revenus d'emploi des femmes sont inférieurs à ceux des hommes. En 2001, le revenu total moyen

pour les femmes de 15 ans et plus atteignait 21 286 \$, comparativement à 33 117 \$ pour les hommes. Ces écarts s'expliquent en raison de la discrimination salariale, mais aussi à cause de la précarité des statuts d'emploi des femmes. En l'an 2000, les femmes occupaient plus de 67 % des postes à temps partiel et plus de 52 % des postes temporaires. Elles représentaient deux tiers des personnes salariées au salaire minimum et, en 2004, 55 % d'entre elles cumulaient plusieurs emplois.

Les femmes représentent la moitié des prestataires de la Sécurité du revenu. Parmi elles, 43,6 % ont la responsabilité d'au moins un enfant. Ces familles vivent dans la crainte de voir arriver la fin du mois sans revenu suffisant pour nourrir les enfants. Ces situations sont encore plus accablantes pour les femmes cheffes de familles monoparentales dont le taux de pauvreté est près de 30 %.

Pour les femmes immigrantes, la pauvreté est souvent source de violence conjugale et d'exploitation. Environ une femme immigrée sur 10 est sans revenu. Leur revenu moyen en 2000 était à 1 520 \$ de moins que celui des Québécoises de souche et celui des femmes appartenant à des minorités visibles était inférieur de 3965 \$. Les politiques d'immigration sont inadéquates pour sortir ces femmes de la pauvreté; par exemple, les règlements du parrainage les privent de services qui les forcent à dépendre de leurs conjoints, ce qui les rend vulnérables à la violence.

La grande pauvreté vécue par les femmes autochtones est accablante. En 2000, le revenu moyen des femmes autochtones était le plus faible soit d'environ 16 500 \$.

Les femmes âgées vivent aussi dans la pauvreté. Beaucoup d'entre elles ne disposent pas d'épargne-retraite. En 2001, le taux de pauvreté des femmes de 65 ans vivant seules était de 34,8 % comparativement à 2,3 % chez les hommes.

HISTOIRES SOLIDAIRES

Le difficile constat de la pauvreté imposée aux femmes suscite souvent un sentiment d'indignation et parfois une certaine résignation. Cependant, certaines optent pour s'engager avec elles. C'est le choix qu'ont fait, entre autres, trois religieuses. Elles ont accepté de partager leurs expériences solidaires.

À l'écoute de l'autre

Monique Ferland, SMNDA, est intervenante à la Maison Marguerite, un centre d'hébergement à court terme pour femmes en difficulté. Elle apporte un suivi aux femmes qui ont quitté le centre. Elle a observé les difficultés vécues par ces femmes dont plusieurs souffrent d'un problème de santé mentale, de dépression profonde et parfois de dépendance. Ces femmes vivent aussi la violence conjugale ou familiale à laquelle s'ajoutent des problèmes de santé physique, de logement. Certaines vivent de l'itinérance mais aussi de l'isolement. D'autres manquent de compétences de base telles que la lecture ou l'écriture, ce qui augmente leur anxiété. La maladie mentale, à elle seule, est souvent source de pauvreté. Ces femmes ont peu de moyens. Cela a pour conséquence de différer leur retour à une vie « normale » et retarde leur guérison.

Par ses interventions, Monique Ferland assiste les femmes dans leurs démarches. Sa solidarité s'exprime

dans l'acceptation de l'autre : la laisser suivre son rythme, prendre du temps pour créer un lien de confiance mutuelle afin qu'elle soit en mesure de bâtir en elle-même la confiance qui lui permettra de s'engager vers une autonomie affective et sociale durable.

Solides ensemble

Depuis 1967, Berthe Marcotte, PSA, réside aux Habitations Jeanne-Mance, au cœur d'un des quartiers les plus pauvres de la province. Ce premier HLM construit au Québec loge 788 familles, ce qui représente 1700 personnes et regroupe plus de 70 nationalités.

Pour Berthe, la solidarité s'exprime dans son sens étymologique, c'est-à-dire « être solide ensemble », ce qui veut dire soutenir la prise en charge par la collectivité. Ensemble avec plusieurs résidentes, il y a eu, d'abord, la création d'une association de locataires puis d'un jardin communautaire, la lutte pour le maintien des cours de français, la participation à la table de concertation du quartier. En 1996, la création d'un comité d'emploi a permis d'interpeller les institutions et les commerçants pour favoriser l'embauche des jeunes et des moins jeunes vivant dans le quartier. Ainsi les jeunes des Habitations ont eu accès à 17 emplois au complexe cinématographique voisin. Berthe est aussi engagée auprès des familles.

L'intervenante croit à la force d'une collectivité qui crée des alternatives pour la construction d'un monde meilleur. La solidarité se vit par la création de lieux d'entraide et d'appartenance.

Participer avec elles

L'expérience solidaire de Lise Lebrun, CSC, rend compte d'une solidarité qui se vit au jour le jour avec et par les femmes. Très jeune, elle observe les situations d'inégalité vécues par sa mère. D'abord solidaire de cette



Berthe Marcotte, PSA, Monique Ferland, SMNDA, et Lise Lebrun, CSC, (Table Ronde, ARPF, Montréal, 18 novembre 2006)

dernière puis des femmes, elle oriente son cheminement pour que les femmes déterminent leurs propres solutions et participent à leur mise en œuvre. Dans la foulée de la désinstitutionnalisation des personnes psychiatriquées durant les années 1960, elle réfléchit avec d'autres membres de la famille Sainte-Croix à un projet d'accueil pour les femmes qui se retrouvent à la rue. De ce processus de réflexion collectif, une famille d'ac-

cueil est conçue, afin de susciter la participation des femmes à la conquête de leur autonomie.

Au cours des années 1980, dans une démarche de discernement collectif, Lise participe à la création d'une coopérative d'habitation. Plus qu'un lieu d'hébergement, c'est un milieu de vie qui permet aux femmes exploitées et victimes de violence de partager, d'échanger et d'apprendre ensemble. Une petite coopérative de huit unités est mise sur pied avec un parti pris pour les femmes appauvries.

Ce témoignage traduit une solidarité participative et collective. Tel est le choix de Lise Lebrun : vivre avec les femmes en situation d'exploitation et de pauvreté.

CHOISIR LA SOLIDARITÉ

Le choix d'être solidaire avec les femmes vivant des situations de pauvreté provient souvent de l'indignation qui provoque un engagement devant l'injustice. Il peut être la source d'une participation active auprès des femmes sur le terrain. Il peut aussi être politique comme c'est le cas au Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASO) qui dénonce les politiques gouvernementales québécoises appliquées en matière d'aide sociale et de lutte à la pauvreté. La Marche du pain et des roses en est un autre exemple. Ne serait-ce que parce que la réalité sociale nous pousse à réagir, il importe de lutter contre la résignation et de refuser l'indifférence. Il faut choisir la solidarité.

● ● ● ● ● ● ● ●